

Compte rendu du débat avec Luc Ferry

Ancien ministre de la Jeunesse, de l'Éducation nationale et de la Recherche, Luc Ferry, président délégué du Conseil d'Analyse de la Société est intervenu, le 1^{er} juillet dernier, lors d'un petit-déjeuner débat du Club sur le thème « *Face à la crise* » (1). Il a soutenu que, contrairement à l'opinion largement répandue aujourd'hui, la crise actuelle n'est pas la résultante d'une crise financière mais bel et bien une crise de l'économie réelle dont il a démonté d'une manière convaincante les mécanismes. Cette crise selon Luc Ferry, vient de loin. La mondialisation libérale est devenue, à ces yeux, un système destructeur de sens. Elargissant son propos, Luc Ferry a estimé que nos sociétés font face, en ce début de XXI^e siècle, à une véritable révolution caractérisée notamment par une déconstruction sans précédent des valeurs traditionnelles et une sacralisation paradoxale de l'humain au sein de la famille moderne.

I/ Une crise de l'économie réelle :

La crise actuelle trouve son origine non dans un monde de la finance qui serait devenu « fou » mais bien dans le fonctionnement et l'évolution de l'économie réelle. Depuis les années 1980, comme l'a notamment montré l'économiste Patrick Artus, les pays industrialisés, et en particulier les Etats-Unis, ont connu une bipolarisation croissante du monde du travail, avec, d'un côté, des travailleurs très formés bénéficiant de fortes rémunérations, et de l'autre, au contraire, une masse de salariés faiblement rémunérés. La mondialisation a laminé les classes moyennes. Or ce sont elles qui tiraient la croissance, elles qui consommaient le plus. Comment maintenir la croissance malgré l'affaiblissement des classes moyennes ? Par un endettement massif des ménages. Conséquence : ce ne sont plus désormais les salaires qui vont tirer la croissance, mais les crédits. En d'autres termes, on va créer de la richesse, non plus avec de la richesse, mais avec de la dette. On connaît la suite.

- 1. La crise des subprimes :** Durant les quinze dernières années, des systèmes de prêt à très haut risque, accordés non sur les revenus des gens mais sur les biens qu'ils vont acheter – en l'occurrence, de l'immobilier – sont mis en place aux Etats-Unis. Dans un second temps, les établissements financiers américains vont titriser ces crédits à risque, puis les disséminer à l'ensemble des banques de par le monde en les dissimulant, avec la complicité des agences de notation, dans des produits financiers peu lisibles – auxquels les banquiers eux-mêmes ne semblaient pas comprendre grand-chose... Le taux d'endettement des ménages américains est ainsi passé de 75 % dans les années 1990 à environ 150 %. Cet excès d'endettement a alimenté une bulle spéculative immobilière dont l'éclatement a produit, comme toujours dans ce cas de figure, des effets négatifs de perte de confiance qui ont affecté en priorité le système bancaire, puis ont rejailli sur l'économie réelle mondiale. La raréfaction du crédit a aujourd'hui, partout dans le monde, des conséquences, d'abord sur l'emploi, puis sur la consommation et, demain, sur le pouvoir d'achat. Et même si les taux d'endettement des Français sont deux à trois fois moindres que ceux des Américains, il serait hasardeux de s'engager sur la même voie que ces derniers, voie qui a conduit au désastre actuel.
- 2. Autres dimensions de la crise :** La crise actuelle revêt d'autres dimensions – notamment un basculement, que tous les observateurs ont noté, de l'Occident vers l'Asie. A vrai dire, trois événements se télescopent dans les années 1990 : l'enclenchement d'une logique d'endettement massive évoquée plus haut, l'apparition sur la scène économique mondiale des grands pays émergents et l'augmentation délirante des exigences de rémunération du capital (ce qu'on appelle en général le « court-termisme »).

II/ De la mondialisation comme système destructeur de sens :

On le voit bien, ce n'est pas la « mauvaise économie casino » qui est en cause mais, bel et bien la « bonne économie réelle », et ce pour des raisons de fond qu'il faut analyser si l'on veut rendre compte de la part de non-sens qu'implique la mondialisation, quels que soient par ailleurs ses bienfaits, et tenter si possible d'y remédier. Le monde a connu deux phases de mondialisation. Il s'agit de deux moments cruciaux dans l'histoire de l'Europe, de deux événements qui font époque en Europe avant de s'étendre au reste du monde.

La première mondialisation se confond avec la formidable révolution scientifique qui va exploser au XVIIIe siècle, avec les Lumières. Avec la science moderne, ce qui apparaît pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, c'est un discours, celui de la raison expérimentale, qui va enfin pouvoir prétendre de manière légitime et crédible valoir pour l'humanité tout entière. Les principes de la science moderne se répandent dans le monde entier, et via les écoles, sont peu à peu enseignés à tous les enfants de notre planète. Pourquoi ? Parce que le principe de l'inertie ou celui de la gravité valent pour les riches comme pour les pauvres, pour les puissants comme pour les faibles, pour les Chinois comme pour les Indiens, les Français, les Togolais, ou les Anglais ! Ils sont par essence « mondiaux », universels.

La deuxième mondialisation, celle dans laquelle nous baignons aujourd'hui, émerge vraiment dans la seconde moitié du XXe siècle, avec la naissance des marchés financiers modernes, liés à la communication instantanée sur Internet, représente tout à la fois un produit de la première et une rupture totale avec elle. On peut dire que la révolution scientifique de la première mondialisation va « chuter ». En un mot « perdre son âme ». Elle va tomber dans une structure, celle du capitalisme, où elle sera soumise à une économie de compétition tous azimuts, au sein de laquelle elle va changer radicalement de signification. Sous l'effet d'une compétition généralisée entre les pays, les entreprises, les laboratoires de recherche, les universités, etc., l'univers dans lequel nous entrons va tendre non seulement à nous échapper de toute part, mais à s'avérer de plus en plus dénué de sens, dans la double acception du terme, privé tout à la fois de signification et de direction.

La montée en puissance de cette logique nouvelle de la mondialisation possède des conséquences morales et culturelles impressionnantes. Il en est au moins deux qu'il est indispensable d'avoir présentes à l'esprit si l'on veut reconstruire un projet d'envergure :

- 1. Une déconstruction sans précédent des valeurs traditionnelles :** Nous avons vécu un XXe siècle à nul autre pareil. Nous avons, en à peine un siècle, déconstruit la tonalité en musique, la figuration en peinture, bouleversé les règles classiques de la littérature, du théâtre ou de la danse et, bien au-delà encore, révolutionné toutes les figures traditionnelles du « surmoi », des morales conventionnelles, religieuses ou « bourgeoises ». Le chamboulement de nos campagnes et de la vie paysanne, le bouleversement de la condition féminine, le changement de notre regard sur l'homosexualité, etc., en témoignent. On va assister aussi, et, n'en déplaise aux extrémistes de tous bords, c'est une excellente nouvelle, à l'effondrement inéluctable des trois motifs traditionnels du sacrifice en Europe : *Dieu* (avec les guerres de religion), la *nation* (la dernière guerre mondiale en un monstrueux exemple) et la *révolution* (le communisme fut un désastre humain). Les figures du sacré ont-elles disparu pour autant ? La réponse est non. Pour qui, pour quoi est-on, aujourd'hui, prêts à sacrifier sa vie ? Pour les proches – nos enfants, la famille, etc. – et le prochain. En un mot pour l'humain.
- 2. La sacralisation de l'humain :** Au rebours d'une idée reçue, ce n'est donc nullement dans l'ère mollassonne et vide, égoïste et individualiste, de la mélancolie démocratique que nous entrons. Pas davantage dans celle du matérialisme si souvent stigmatisé par les religions monothéistes ou marxistes, mais dans celle de la sacralisation de l'humain. On assiste à la redéfinition des objectifs d'une vie bonne à partir de ce qui apparaît chaque année davantage en Europe, en particulier, comme le foyer principal du sens de l'existence, à savoir la solidarité affective qui naît dans la famille et s'étend le cas échéant au-delà vers les amis et, via l'engagement humanitaire, vers l'être humain en général.

Il ressort de l'analyse de Luc Ferry que les politiques gouvernementales doivent privilégier deux axes : d'une part, les jeunes et les familles et, d'autre part, les PME. Des aides spécifiques doivent être concentrées sur les premiers afin de leur assurer une plus grande autonomie. Une aide massive doit être apportée aux secondes, qui recèlent le plus fort potentiel d'innovation et de création d'emploi.

(1) Pour plus de détails : *Face à la crise*, éditions Odile Jacob, collection « Penser la société », Paris 2009